



## DEMANDE/APPEL EN VERTU DE LA LOI SUR LES MUNICIPALITÉS - RÉPARTITION

Formulaire et instructions pour le dépôt d'une demande/d'un appel en vertu de la *Loi de 2001 sur les municipalités*, auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière et renseignements pour se préparer à une audience.

**Veillez prendre note :** Ce formulaire s'applique aux demandes/appels en vertu de la Loi sur les municipalités pour la répartition seulement. N'utilisez pas ce formulaire pour formuler une plainte relative à l'évaluation municipale (articles 33, 34 ou 40 de la *Loi sur l'évaluation foncière*). N'utilisez pas ce formulaire pour tout autre appel, demande et/ou plainte en vertu de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Des formulaires différents sont disponibles pour déposer les autres demandes, appels et plaintes. Seule la Cour supérieure de justice peut entendre les questions liées aux exemptions d'impôts.

**Avant d'effectuer votre dépôt :** Veuillez communiquer avec la municipalité où se trouve la propriété pour obtenir des renseignements sur le compte foncier et le processus de demande/d'appel. Le CRÉF peut accepter les demandes en vertu de l'article 356(1) (b) uniquement dans les cas où la municipalité a adopté un règlement qui donne à la CRÉF la même autorité qu'un conseil municipal pour se prononcer sur les demandes en vertu de la Loi sur les municipalités. Avant d'effectuer votre dépôt auprès de la CRÉF, veuillez vous assurer que la municipalité en question a bel et bien adopté un tel règlement.

**Droits de dépôt exigibles :** 25,00 \$ par appel. Votre demande/appel ne sera pas accepté sans le paiement des droits de dépôt exigibles.

**Dates limites de dépôt :** Les dates limites de dépôt sont établies par la loi, et la CRÉF ne peut y déroger. Les dates limites de dépôt dépendent du type de demande ou d'appel que vous effectuez.

**Important :** Veuillez joindre à votre appel une copie des pièces justificatives demandées à la partie 2 du formulaire d'appel. En l'absence des pièces justificatives, la CRÉF ne peut pas déterminer si votre appel a été déposé à temps.

**Accessibilité :** Nous nous sommes engagés à offrir des services tels que précisés dans la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario. Si vous avez des besoins en matière d'accessibilité, veuillez communiquer avec notre coordonnateur de l'accessibilité dès que possible.

Ces descriptions sont résumées. Veuillez consulter la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

NUMÉRO D'ARTICLE ET MOTIF DE LA DEMANDE/DE L'APPEL		DATE LIMITE DE DÉPÔT
356(1) (b)	Répartir les impôts dans le cas d'un terrain évalué en bloc.  Un dépôt portant sur plus d'une année d'imposition est considéré comme un seul dépôt assujéti une seule fois aux droits de dépôt.	Aucune date limite.
356(6)	Interjeter appel relativement à une décision prise par le conseil municipal au sujet d'une demande en vertu de l'article 356(1) (b).	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.

### Instructions pour le dépôt d'une demande/d'un appel en vertu de la *Loi de 2001 sur les municipalités* auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière

#### Partie 1 : Renseignements sur la propriété

Veillez consulter votre facture d'impôts fonciers ou votre avis d'évaluation foncière pour remplir cette section.

**Numéro de rôle :** Le numéro de rôle est un numéro à 19 chiffres attribué à chaque propriété. Veuillez vous assurer que ce numéro est correctement transcrit sur chaque page du formulaire de demande/d'appel.

### **Adresse et description**

**de la propriété :** Inscrivez l'adresse municipale de la propriété pour laquelle vous déposez une demande/un appel en vertu de la Loi sur les municipalités.

**Municipalité :** Précisez le nom de la ville ou du village où se situe la propriété.

**Langue de choix :** Cochez la case appropriée pour indiquer dans quelle langue vous souhaitez recevoir les services de la CRÉF, y compris les audiences, les avis et autres documents d'information publique.

## **Partie 2 : Renseignements sur la demande/l'appel**

### **Motif de la demande/ de l'appel :**

Cochez la case appropriée pour préciser le motif de votre demande/appel. Ne cochez qu'une seule case. Continuez vers la droite sur la même rangée pour compléter votre demande/appel. Les demandes déposées en vertu de l'article 356(1) (b) peuvent porter sur plus d'une année d'imposition.

La CRÉF peut accepter les demandes en vertu de l'article 356(1) (b) uniquement dans les cas où la municipalité a adopté un règlement qui donne à la CRÉF la même autorité qu'un conseil municipal pour se prononcer sur les demandes en vertu de la Loi sur les municipalités. Avant d'effectuer votre dépôt auprès de la CRÉF, veuillez vous assurer que la municipalité en question a bel et bien adopté un tel règlement.

**Année d'imposition :** Inscrivez l'année ou les années d'imposition sur laquelle ou lesquelles porte votre demande/appel.

**Pièces justificatives :** Des pièces justificatives sont exigées par la Commission de révision de l'évaluation foncière pour déterminer si votre appel en vertu de la Loi sur les municipalités a été déposé dans le délai réglementaire. Cochez la case appropriée pour indiquer que vous avez joint à votre formulaire d'appel une copie de la pièce justificative.

Si vous n'avez pas la pièce justificative nécessaire, n'attendez pas avant de déposer votre appel. **Les dates limites de dépôt sont établies par la loi, et il n'est pas possible d'y déroger.** Si vous ne joignez pas la pièce justificative nécessaire à votre appel, la CRÉF vous enverra une lettre d'accusé de réception dans laquelle on vous demandera une copie de la pièce nécessaire.

**Date limite de dépôt :** Il s'agit du dernier jour où vous pouvez déposer une demande/un appel auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière en vertu de la Loi sur les municipalités. **Les dates limites de dépôt sont établies par la loi, et il n'est pas possible d'y déroger.** Les dates limites de dépôt diffèrent selon les articles de la Loi. Il est important que vous déposiez votre appel en vertu de la Loi sur les municipalités au plus tard à la date limite indiquée dans l'article qui vous concerne. Après la date limite, votre appel est irrecevable.

### **État portant sur la valeur relative adressé par la SEFM :**

Cochez la case appropriée pour indiquer que vous avez reçu un État portant sur la valeur relative de la part de la Société d'évaluation foncière des municipalités (SEFM). Le cas échéant, joignez une copie de l'état à votre formulaire de demande/d'appel.

Si vous n'avez pas reçu un État portant sur la valeur relative, veuillez préciser le nom, l'adresse postale et le numéro de rôle pour chacun des propriétaires actuels. La CRÉF a besoin de ces renseignements parce que la loi exige d'elle qu'elle envoie un avis d'audience à toutes les parties.

**Pages supplémentaires :** Si vous avez besoin de plus d'espace, joignez une ou plusieurs pages et cochez la case située en bas de page pour l'indiquer.

## **Partie 3 : Renseignements sur l'auteur de la demande/l'appel**

**Représentant :** Cochez la case appropriée pour indiquer si vous avez un représentant qui agira en votre nom à l'égard de la demande/l'appel. Le cas échéant, veuillez remplir les parties 3 et 4 du formulaire.

**Propriétaire :** Cochez la case appropriée si vous êtes le propriétaire de la propriété.

**Coordonnées :** Veuillez inscrire vos coordonnées (nom, adresse et numéro(s) de téléphone).

**Vous devez aviser par écrit la Commission de révision de l'évaluation foncière de tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone.**

Les renseignements personnels demandés dans ce formulaire sont recueillis en vertu de divers articles de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Tous les renseignements liés à votre appel, notamment votre nom et vos coordonnées, seront rendus publics et utilisés aux fins des activités de la CRÉF et du règlement des appels. Pour obtenir des renseignements sur la CRÉF, visitez la page [www.elto.gov.on.ca/?lang=fr](http://www.elto.gov.on.ca/?lang=fr).

#### Partie 4 : Autorisation de représentation

Si vous avez choisi une personne pour agir en votre nom, veuillez fournir ses nom, adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et courriel. Vous devrez signer cette rubrique et remettre copie du formulaire à votre représentant. Si vous avez remis une lettre ou une autre forme d'autorisation écrite à votre représentant, assurez-vous que ce dernier a coché la case appropriée de cette rubrique pour confirmer qu'il a bien reçu votre autorisation écrite.

#### Partie 5 : Comment déposer une demande/un appel

Il existe plusieurs façons de déposer une demande/un appel. Veuillez choisir l'UNE des options suivantes :

**Par la poste :** Commission de révision de l'évaluation foncière, 655, rue Bay, bureau 1500, Toronto (Ontario) M5G 1E5

**Par télécopieur :** 416-314-3717 ou 1-877-849-2066 (sans frais) (pour envoyer une demande, un appel ou une plainte seulement)

**En personne :** 655, rue Bay, 15<sup>e</sup> étage. (côté est de la rue Bay, au nord de la rue Dundas)

Veuillez déposer votre demande/appel UNE seule fois. Si vous n'êtes pas certain que votre tentative de dépôt a réussi et que vous l'envoyez de nouveau, veuillez inscrire « COPIE » sur les envois subséquents pour éviter d'avoir à payer les droits de nouveau.

La CRÉF vous enverra un accusé de réception par la poste une fois qu'elle aura reçu votre demande/appel, puis un avis d'audience une fois qu'une date d'audience aura été fixée.

**Veuillez prendre note :** Si vous échangez de la correspondance avec la CRÉF après avoir déposé votre demande/appel, vous devez en envoyer copie à toutes les parties.

#### Partie 6 : Droits de dépôt exigibles

- **Si vous envoyez votre demande/appel en vertu de la Loi de 2001 sur les municipalités par télécopieur**, vous devez régler les droits par carte Visa ou MasterCard, en dollars canadiens. N'oubliez pas de fournir le numéro de la carte de crédit, la date d'expiration, ainsi que le nom et la signature du titulaire de la carte.
- **Si vous envoyez votre demande/appel en vertu de la Loi de 2001 sur les municipalités par la poste**, vous pouvez régler les droits par carte de crédit, chèque ou mandat, en dollars canadiens, libellé à l'ordre du **ministre des Finances**. Veuillez inscrire le ou les numéros de rôle au recto du chèque ou du mandat. **N'envoyez pas d'espèces par la poste**. Si une institution financière nous renvoie votre chèque, nous vous facturerons des frais d'administration de 35 \$.
- **Si vous déposez votre demande/appel en vertu de la Loi de 2001 sur les municipalités en personne**, vous pouvez régler les droits en espèces, par chèque, par mandat, par carte de débit ou par carte de crédit.

**Les droits de dépôt ne sont pas remboursables.** La CRÉF vous enverra un **accusé de réception** par la poste une fois qu'elle aura reçu votre demande/appel, puis un **avis d'audience** une fois qu'une date d'audience aura été fixée. **Les renseignements fournis à la rubrique Droits de dépôt exigibles sont confidentiels. Ils serviront uniquement au traitement de votre demande/appel et ne seront pas conservés dans nos dossiers.**

### Comment se préparer à une audience

1. Amassez les renseignements dont vous aurez besoin pour défendre votre position, y compris :
  - votre demande initiale au conseil municipal et toute décision de ce dernier (si vous en appelez d'une décision rendue par le conseil municipal);
  - votre facture d'impôts fonciers;
  - toute information factuelle, y compris les documents dont vous avez besoin pour défendre votre position.
2. Communiquez avec la municipalité pour discuter de la question.
3. Songez à la manière dont vous allez présenter votre position à la Commission.

- Décidez quels documents vous présenterez à la Commission au moment de l'audience.
  - Apportez des photocopies de tous les documents que vous souhaitez présenter à la Commission pour appuyer votre position. Nous suggérons trois photocopies : une copie pour la Commission, une pour la municipalité et une pour votre dossier.
- Déterminez si vous devez faire témoigner une personne autre que vous pendant l'audience.
  - Communiquez avec vos témoins après avoir reçu votre avis d'audience pour les informer de la date, de l'heure et de l'endroit où doit avoir lieu l'audience.
  - Au besoin, vous pouvez obtenir une assignation à témoin du registraire de la Commission.
- Déterminez s'il convient que les parties échangent des documents avant l'audience.
  - Obtenez auprès de la municipalité une copie des documents qu'elle présentera à l'appui de sa position.
  - Avant l'audience, déterminez s'il y a lieu de fournir à la municipalité une copie des documents sur lesquels vous fonderez votre argumentation.

À ce stade du processus, vous pouvez supprimer les instructions (pages 1, 2 et 3) du formulaire de demande/d'appel et conserver les renseignements sur la manière de se préparer à l'audience.

## DEMANDE/APPEL EN VERTU DE LA LOI SUR LES MUNICIPALITÉS - RÉPARTITION



Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario  
**Commission de révision de l'évaluation foncière**, 655, rue Bay, bureau 1500, Toronto  
 (Ontario) M5G 1E5  
**Téléphone** : 416-212-6349 ou 1-866-448-2248  
**Télécopieur** : 416-314-3717 ou 1-877-849-2066  
**Site Web** : [www.elto.gov.on.ca/?lang=fr](http://www.elto.gov.on.ca/?lang=fr)

**Veillez prendre note** : Ce formulaire s'applique aux demandes/appels en vertu de la Loi sur les municipalités pour la répartition seulement. N'utilisez pas ce formulaire pour formuler une plainte relative à l'évaluation municipale (articles 33, 34 ou 40 de la *Loi sur l'évaluation foncière*). N'utilisez pas ce formulaire pour tout autre appel, demande et/ou plainte en vertu de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Des formulaires différents sont disponibles pour déposer les autres demandes, appels et plaintes. Seule la Cour supérieure de justice peut entendre les questions liées aux exemptions d'impôts.

**Avant d'effectuer votre dépôt** : Veuillez communiquer avec la municipalité où se trouve la propriété pour obtenir des renseignements sur le compte foncier et le processus de demande/d'appel. La CRÉF peut accepter les demandes en vertu de l'article 356(1) (b) uniquement dans les cas où la municipalité a adopté un règlement qui donne à la CRÉF la même autorité qu'un conseil municipal pour se prononcer sur les demandes/appels en vertu de la Loi sur les municipalités. Avant d'effectuer votre dépôt auprès de la CRÉF, veuillez vous assurer que la municipalité en question a bel et bien adopté un tel règlement.

**Droits de dépôt exigibles** : 25,00 \$ par appel relatif à un rôle. Votre demande/appel ne sera pas accepté sans le paiement des droits de dépôt exigibles.

**Dates limites de dépôt** : Les dates limites de dépôt sont établies par la loi, et la CRÉF ne peut y déroger. Les dates limites de dépôt dépendent du type de demande ou d'appel que vous effectuez. Pour connaître les dates limite de dépôt, consultez la partie 2.

**Important** : Veuillez joindre à ce formulaire d'appel une copie des pièces justificatives demandées à la partie 2. En l'absence des pièces justificatives, la CRÉF ne peut pas déterminer si votre appel a été déposé à temps.

**Accessibilité** : Nous nous sommes engagés à offrir des services tels que précisés dans la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario. Si vous avez des besoins en matière d'accessibilité, veuillez communiquer avec notre coordonnateur de l'accessibilité dès que possible.

### Partie 1 : Renseignements sur la propriété (en caractères d'imprimerie lisibles)

Numéro de                 rôle :

**\*Veillez transcrire ce numéro de rôle dans l'espace prévu à cette fin dans la partie supérieure de CHAQUE page du formulaire.\***

Adresse : \_\_\_\_\_

Municipalité : \_\_\_\_\_

Choix de langue :  Français  English

### Partie 2 : Renseignements sur la demande/l'appel

No de la demande/l'appel
No de reçu
Timbre-dateur
Réservé à l'usage interne

Ces descriptions sont résumées. Veuillez consulter la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

NE COCHEZ QU'UN SEUL MOTIF À L'APPUI DE VOTRE DEMANDE/APPEL.	ANNÉE(S) D'IMPOSITION VISÉE(S)	PIÈCE(S) JUSTIFICATIVE(S) À JOINDRE AU FORMULAIRE DE DEMANDE/D'APPEL	DATE LIMITE DE DÉPÔT
<input type="checkbox"/> <b>Demande : article 356(1) (b)</b>  Répartir les impôts dans le cas d'un terrain évalué en bloc.  Un dépôt portant sur plus d'une année d'imposition est considéré comme un seul dépôt assujéti une seule fois aux droits de dépôt.  <input type="checkbox"/> La municipalité a adopté un règlement déléguant à la CRÉF le traitement de ces demandes. Si ce n'est pas le cas, déposez votre demande auprès de la municipalité.	_____ _____ _____ _____ _____	Aucune	Aucune date limite

**OU**

<input type="checkbox"/> <b>Appel : article 356(6)</b>  Interjeter appel relativement à une décision prise par le conseil municipal au sujet de votre demande en vertu de l'article 356(1) (b).	_____   	Joignez une copie de la décision que vous avez reçue de la part de la municipalité.  <input type="checkbox"/> J'ai joint une copie.	Au plus tard 35 jours après que le conseil prend sa décision.
---	-------------------	---	---

**ET (Passez à la page suivante pour finir de remplir la rubrique Renseignements sur la demande/l'appel.)**

**Numéro de rôle :**

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**Partie 2 : Renseignements sur la demande/l'appel (suite)**

Vous devez remplir cette rubrique si vous présentez une demande en vertu de l'article 356(1) (b) ou un appel en vertu de l'article 356(6).

J'ai reçu un État portant sur la valeur relative de la SEFM (cochez la réponse appropriée ci-dessous).

Oui *Dans l'affirmative, veuillez joindre copie de l'état à votre demande/appel.*

Non *Dans la négative, veuillez fournir le nom, l'adresse postale et le numéro de rôle des propriétaires des nouvelles parcelles (propriétaires actuels).*

Nom du propriétaire	Adresse postale du propriétaire	Numéro de rôle de la nouvelle parcelle

Si vous avez besoin de plus d'espace, joignez une ou plusieurs pages supplémentaires. Cochez cette case si vous avez joint une ou des pages additionnelles.

**Numéro de rôle :**

—      —          —

### Partie 3 : Renseignements sur l'auteur de la demande/l'appel

Avez-vous un représentant?  Oui  Non *Dans l'affirmative, remplissez les sections 3 et 4.*

Êtes-vous le propriétaire de la propriété?  Oui  Non

Nom de famille : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Nom de la société (le cas échéant) : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_  
Numéro et nom de la rue No appart./bureau/unité Ville

Province Pays (si autre que le Canada) Code postal

No de téléphone au travail/autre : \_\_\_\_\_ No de téléphone au domicile : \_\_\_\_\_

No de télécopieur : \_\_\_\_\_ Courriel : \_\_\_\_\_

Signature du demandeur/de l'appelant : \_\_\_\_\_

**Veillez prendre note : Vous devez aviser par écrit la Commission de révision de l'évaluation foncière de tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone.**

Les renseignements personnels demandés dans ce formulaire sont recueillis en vertu de divers articles de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Tous les renseignements liés à votre appel, notamment votre nom et vos coordonnées, seront rendus publics et utilisés aux fins des activités de la CRÉF et du règlement des appels. Pour obtenir des renseignements sur la CRÉF, visitez la page [www.elto.gov.on.ca/?lang=fr](http://www.elto.gov.on.ca/?lang=fr).

### Partie 4 : Autorisation de représentation

Par la présente, j'autorise la société et/ou la ou les personnes désignées à me représenter :

Nom de la société : \_\_\_\_\_

Nom de famille : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_  
Numéro et nom de la rue No appart./bureau/unité Ville

Province Pays (si autre que le Canada) Code postal

No de Téléphone : \_\_\_\_\_ No de Télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Signature du demandeur/de l'appelant : \_\_\_\_\_

*Les représentants qui ne sont pas conseillers juridiques doivent confirmer qu'ils ont une autorisation écrite en cochant la case ci-dessous.*

J'atteste que j'ai reçu l'autorisation écrite du demandeur/de l'appelant d'agir en tant que son représentant à l'égard de cette plainte et je comprends que l'on peut me demander de produire cette autorisation à tout moment.

**Prendre note : Quiconque en Ontario fournit des services juridiques doit être muni d'un permis, à moins que la Loi sur le Barreau ne s'applique pas à ce groupe ou à cette personne ou que ce groupe ou cette personne soit exempté par un règlement administratif du Barreau. Le règlement administratif 4 exempte les personnes dont la profession ou l'occupation ne consiste pas à fournir des services juridiques et qui fournissent leur assistance à titre occasionnel seulement sans recevoir de contrepartie. Pour avoir des renseignements sur l'accès à la profession, veuillez consulter le site Web du Barreau du Haut-Canada [www.lsuc.ca](http://www.lsuc.ca) ou composez le 416-947-3315 ou le 1-800-668-7380.**

**Numéro de rôle :**

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

### Partie 5 : Comment déposer une demande/un appel

Choisissez l'UNE des options suivantes pour déposer votre demande/appel :

**Par la poste :** Commission de révision de l'évaluation foncière, 655, rue Bay, bureau 1500, Toronto (Ontario) M5G 1E5

**Par télécopieur :** 416-314-3717 ou 1-877-849-2066 (sans frais) (pour envoyer une demande, un appel ou une plainte seulement)

**En personne :** 655, rue Bay, 15<sup>e</sup> étage. (côté est de la rue Bay, au nord de la rue Dundas)

**Pour en savoir plus, composez le 416-212-6349 ou le 1-800-448-2248 (sans frais) ou visitez la page [www.elto.gov.on.ca/?lang=fr](http://www.elto.gov.on.ca/?lang=fr)**

**Veillez ne déposer votre demande/appel qu'UNE seule fois. Si vous n'êtes pas certain que votre tentative de dépôt a réussi et que vous l'envoyez de nouveau, veuillez inscrire « COPIE » sur les envois subséquents pour éviter d'avoir à payer les droits de nouveau.**

### Partie 6 : Droits de dépôt exigibles

Total de droits payés : \_\_\_\_\_ \$ par :  Chèque  Mandat OU

Carte de crédit :  Visa  MasterCard

No de la carte de crédit : \_\_\_\_\_ Date d'expiration : \_\_\_\_/\_\_\_\_  
mois année

Nom du titulaire de la carte : \_\_\_\_\_

Signature du titulaire de la carte : \_\_\_\_\_

- Si vous **ne payez pas** par carte de crédit, les droits de dépôt doivent être payés par chèque ou mandat, en dollars canadiens, à l'ordre du **ministre des Finances**. Veuillez inscrire le ou les numéros de rôle au recto du chèque ou du mandat. **Veillez ne pas envoyer d'espèces par la poste.**
- Si vous payez par Visa ou par MasterCard, la **Commission acceptera une demande transmise par télécopieur à condition qu'elle contienne tous les renseignements exigés ci-dessus.**
- **Si une institution financière nous renvoie votre chèque, nous vous facturerons des frais d'administration de 35 \$.**
- **Les droits de dépôt ne sont pas remboursables.**
- Vous recevrez un **accusé de réception** suivi d'un **avis d'audience**.

*Les renseignements fournis à la rubrique Droits de dépôt exigibles sont confidentiels.  
Ils serviront uniquement au traitement de votre demande/appel et ne seront pas conservés dans nos dossiers.*

**Réservé à l'usage interne :**

Droits reçus : \_\_\_\_\_ \$ \_\_\_\_\_ Espèces \_\_\_\_\_ Chèque \_\_\_\_\_ Mandat \_\_\_\_\_ Carte de crédit

Vérifié par : \_\_\_\_\_